

On peut, certes, déplorer une couverture qui ne sert ni les artistes, ni le propos. Regretter l'absence d'une vraie introduction, que ne remplace pas l'avant-propos, ce qui oblige le lecteur à entrer dans le livre de manière abrupte. Critiquer certaines analyses trop prudentes sur la portée stylistique réelle d'œuvres manifestement dépassées ou blâmer la frilosité de l'auteur lorsqu'il aborde la question fondamentale du bois comme instrument de combat et des rapports incestueux entre art et politique durant la Seconde Guerre mondiale. Le déclin inexorable de la production graphique bretonne est pourtant dû aux choix politiques de certains artistes. De même, la conclusion aurait pu être développée et s'achever de manière moins brutale, la rupture avec la figuration tordant la ligne suivie jusque-là par l'auteur qui relève lui-même que « graver en Bretagne ne signifie plus toujours "graver la Bretagne" ». « Graver la Bretagne » aurait d'ailleurs été un titre plus parlant que celui finalement choisi. Il n'en reste pas moins qu'il faut féliciter Philippe Le Stum pour ce travail toujours précis et bien informé, à l'apparat critique fouillé, qui fourmille d'œuvres inédites. Et il faut savoir gré à l'auteur, et à l'éditeur, d'avoir fait d'un livre savant, mais jamais pesant, un beau livre, agréable à lire comme à regarder, où la mise en page mêle intelligemment texte et illustrations d'une qualité exceptionnelle. L'ouvrage intéressera les amateurs d'estampes. Mais il serait très réducteur de n'en faire qu'un livre pour spécialistes, même si ceux-ci ont beaucoup à y apprendre. Car il devrait passionner aussi tous les amoureux de la Bretagne, curieux de comprendre comment la perçurent les artistes.

Marianne GRIVEL

professeur d'histoire de l'estampe et de la photographie, Sorbonne Université

Aurélié ÉPRON et Ronan LE COADIC (dir.), *Bretagne, Migrations et identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, 386 p.

Ce volume reprend les communications qui ont été faites dans le cadre des séminaires du groupe de recherches Ermine (Centre de recherche bretonne et celtique, ÉA 4451) en partenariat avec le musée de Bretagne, qui a organisé une exposition intitulée « Migrations Bretagne monde » en 2013. L'objectif est de faire un état des travaux disponibles sur les migrations en Bretagne pour éveiller l'intérêt des chercheurs et du grand public et susciter des recherches plus amples sur un sujet qui n'a pas suscité d'ouvrage de synthèse depuis celui de l'abbé Élie Gautier en 1953. La problématique vise à questionner les relations entre migrations et identité en se demandant si les migrants ont cherché à conserver leurs pratiques et leurs valeurs de départ, voire à les cultiver, ou à se fondre dans les populations des pays ou des régions où ils se sont implantés, à voir aussi comment ils ont été accueillis et comment leurs différences ont été perçues. Avec les directeurs du volume, ce ne sont pas moins de vingt-cinq auteurs français et étrangers qui ont été sollicités, sociologues, ethnologues, géographes, historiens, politologues, linguistes, littéraires, journalistes, militants

associatifs, documentaristes... Cette approche pluridisciplinaire contribue à diversifier les regards, à combiner différentes méthodes de travail, synthèses des historiens, enquêtes des sociologues ou des ethnologues, témoignages d'acteurs de terrain...

Le propos s'organise en trois parties. La première présente les traits principaux des migrations dans le monde (Catherine Withol de Wenden), s'interroge sur la notion de *diaspora* (Chantal Bordes-Benayoun, Christine Chevallon) ainsi que sur la place des migrants dans la mondialisation (Yves Le Bot) et développe deux exemples particuliers empruntés aux pays celtiques, celui des migrations irlandaises au XVII<sup>e</sup> siècle (Eamon O Ciosain) et celui de l'implantation des Gallois en Patagonie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Fernando Raul Coronato). La deuxième partie, la plus importante, est consacrée à l'émigration bretonne depuis la fin du Moyen Âge. Après une présentation générale des réalités migratoires à l'époque moderne due à Philippe Jarnoux, différents exemples sont développés comme celui des migrations dans les Côtes-d'Armor depuis 1789 (Roger Toinard), et ceux de l'implantation de Bretons au Havre (Marcel Le Moal) ou en Aquitaine (P.-M. Wadbled), tandis que Cédric Choplin met en évidence les ambiguïtés du discours tenu par le journal *Feiz ha Breiz*, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur l'exode, vu tout à la fois comme un risque de dislocation du Bloc rural et de chance pour la propagation de la foi catholique.

Le cas de la migration dans la région parisienne retient le plus l'attention avec les textes de Patrick Prado et de Guy Barbichon, qui présentent l'ampleur et la signification du phénomène de départ vers cette zone, le premier au tournant des années 1970, le second aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (les deux textes auraient gagné à être inversés) ; le vécu des migrants est ensuite restitué à travers les contributions de Thierry Compain qui présente son documentaire *Nous n'étions pas des Bécassines* consacré à des jeunes Bretonnes ayant migré à Paris dans les années 1950 pour devenir « bonnes », de Nathalie Caradec qui analyse la pièce de théâtre, montée en 1985, du dramaturge François-Louis Tilly, originaire de Belle-Île-en-Terre, intitulée *Annick ou la vie douloureuse*, où est dépeint le destin tragique d'une exilée à Paris, ou encore d'Annick Madec qui s'intéresse à la question du retour en Bretagne des retraités bretons qui ont passé la part essentielle de leur vie active dans la capitale. En s'appuyant sur les ressources du *web*, Simon Le Bayon interroge enfin les réalités de la notion de *diaspora* bretonne.

La troisième et dernière partie est dédiée au thème des migrants. Après une présentation générale de l'immigration en Bretagne (Angéline Étienne et Anne Morillon), différents exemples sont développés et en premier lieu celui des juifs, à travers les communications de Claude Toczé qui évoque leur présence en Bretagne depuis le Moyen Âge jusqu'à la persécution dont ils ont été victimes durant la Seconde Guerre mondiale et d'Ida Simon-Barouh qui dresse un panorama de l'identité juive à Rennes aujourd'hui. Le rejet dont souffrent encore les gens du voyage en France est décrit ensuite par Christophe et Stéphanie Robert et le volume se clôt par deux regards de migrants installés en Bretagne, les Chinois de Brest et les Britanniques, vivant principalement dans les Côtes-d'Armor.

Loin d'un stéréotype trop facilement reçu, on constate, à la lecture de plusieurs contributions, que la Bretagne a été pendant longtemps une région que l'on quittait peu. À l'époque moderne, quelques Bretons participent bien aux Grandes Découvertes ou s'implantent dans les principaux ports de l'Atlantique ou à Paris, mais la population est majoritairement sédentaire. La Bretagne ne devient une terre de départ que tardivement, à partir des années 1860, mais de façon massive. Jusqu'aux années 1970, ce sont environ 1 400 000 personnes qui seraient parties, dont 800 000 dans d'autres régions de France (la principale destination est Paris puis tout l'ouest de la France de la Normandie avec le Havre –, où les Bretons sont de 35 à 40 000 en 1938 – à l'Aquitaine), 15 000 vers l'Argentine, 550 000 (*sic*) aux États-Unis, 45 000 au Canada. Les Bretons migrent davantage vers l'Amérique du Nord que vers l'empire français. Le Canada, qui est vu comme une autre terre catholique, est privilégié par le clergé qui encourage les départs dès 1888 et surtout en 1902-1904 (Léon et Vannetais). Dans l'entre-deux-guerres, ce sont les États-Unis aux salaires plus élevés qui attirent davantage des Bretons issus de la région des Montagnes noires. Après 1945, le Canada redevient la principale destination en Amérique du Nord.

Au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les migrations bretonnes sont principalement des migrations rurales de la pauvreté, qui s'expliquent par la surpopulation des campagnes, la taille trop modeste des fermes, la crise des industries rurales traditionnelles. L'arrivée du chemin de fer, l'appel de main-d'œuvre du fait des révolutions industrielles précipitent les départs, affectant tout particulièrement certaines zones comme les Côtes-d'Armor qui, de département breton le plus peuplé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est passé, en partie à cause de l'exode de population qu'il a subi, au dernier rang. Il n'y a pas de véritables réseaux ou filières d'activité orientant et canalisant les mouvements. Le seul cas où cela se rencontre est celui vers l'Aquitaine (Dordogne, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne et Gers), où une émigration agricole se met en place à partir des années 1920 à l'initiative de l'Office central de Landerneau qui sélectionne les candidatures et organise des voyages d'études pour ceux qui sont retenus, ce qui explique une surreprésentation des migrants du Finistère (en 1949-1950, 15 000 personnes étaient originaires de Bretagne en Aquitaine).

En ville, les Bretons, qui ont la réputation d'être des travailleurs durs au mal, occupent majoritairement des emplois peu qualifiés et difficiles : au Havre, ils sont matelots de pont ou à fond de cale, ouvriers dans les fonderies, les raffineries, les docks, les chantiers de terrassement alors qu'à Paris, ils contribuent notamment à la construction du métro parisien ou sont employés dans le secteur secondaire. Une forte migration féminine à destination de Paris se développe et se distingue longtemps par une originalité, l'occupation d'emplois de bonnes. Annonçant les migrations des femmes espagnoles ou philippines de 1945 à nos jours, elle a donné naissance, on le sait, au stéréotype de Bécassine qui a marqué durablement non seulement celles qui ont migré mais aussi leurs familles et leurs descendants et descendantes comme le montre le succès rencontré par le film de Thierry Compain.

Si le départ de Bretagne permet d'échapper parfois à la misère des campagnes et de vivre mieux que ceux qui y sont restés, il n'y a pas de réussite spectaculaire. À la différence des migrants auvergnats, voire de ceux de Savoie, qui, arrivés dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, ont investi dans la capitale le secteur des services, les Bretons occupent peu d'emplois de responsabilité dans le commerce ni dans les entreprises. Ils vivent pendant longtemps dans des conditions précaires, occupant les quartiers insalubres des villes comme l'îlot Saint-François au Havre ; à Paris, on les retrouve « dans la moitié de Paris qui regarde la Bretagne » (p. 207), dans les arrondissements centraux, à proximité des gares comme celle de Montparnasse, et les cités de la banlieue comme Saint-Denis. Le départ pour les États-Unis n'est pas source non plus d'enrichissement : les Bretons y sont bûcherons, ouvriers agricoles, employés dans des restaurants français, ou dans le secteur automobile (firme Michelin). On n'y trouve pas d'oncle d'Amérique revenu au pays fortune faite ou dont on puisse espérer la succession.

Avec les Trente Glorieuses, les emplois s'améliorent : les Bretons trouvent à s'embaucher dans les grandes entreprises issues de la modernisation – chemins de fer et Métropolitain – : en 1948, on compte 20 % de Bretons dans le secteur SNCF dépendant de la gare Montparnasse et près du tiers dans le secteur Saint-Lazare (un dixième de l'effectif du Métropolitain est breton à la même date). L'émigration baisse en importance et concerne désormais des travailleurs qualifiés qui partent de plus en plus des villes bretonnes (c'est net à partir des années 1950). Au désir de trouver un emploi s'ajoutent le désir d'émancipation, d'indépendance, par rapport aux sociétés locales, au monde de la famille, l'attraction de la ville et de ses commodités.

Les migrants bretons ont été longtemps encadrés par des prêtres qui redoutaient que leur départ n'entraîne un recul de leur pratique religieuse et une dégradation de leurs mœurs. Cette caractéristique serait unique dans l'ensemble des migrations de provinciaux vers Paris (p. 208) et peut-être aussi vers les autres provinces (on retrouve des phénomènes comparables en Aquitaine et au Havre). Dans la capitale, sont tour à tour fondées « La Bretagne » en 1884, d'influence aristocratique, qui regroupe des adhérents par paroisse puis « La Paroisse bretonne » de l'abbé Cadic en 1897 dans le secteur de Montparnasse et vers la banlieue (Saint-Denis) et qui est marquée davantage par le catholicisme social. L'abbé Élie Gautier crée en 1947 « La Mission bretonne » dans le quartier de l'ouest parisien. En plus de l'action spirituelle qu'elles mènent (messes, pardon de Saint-Yves...), ces institutions fournissent de l'aide aux migrants lors de leur arrivée à Paris et de l'assistance matérielle. Au fil du temps, certaines disparaissent (« La Paroisse bretonne » en 1929, « La Bretagne » en 1939) ou doivent s'adapter comme La Mission bretonne qui élargit ses activités et se transforme en *Ti ar Vretoned*.

Parallèlement, des associations d'originaires voient le jour, regroupant soit des Bretons issus d'un même lieu, soit des Bretons vivant dans les mêmes quartiers. Une Fédération des sociétés bretonnes de la région parisienne naît tardivement en 1919 (les Auvergnats se sont dotés d'une telle structure dès 1882) et connaît une scission dès 1930 qui donne naissance à l'Union des sociétés bretonnes de l'Île-de-France. Ces

associations traditionnelles déclinent dans les années 1960-1970 et laissent la place à des « cercles culturels », plus en phase avec le réveil régionaliste qui se produit alors en France. Toutes ces structures ont permis aux migrants de surmonter le sentiment d'extranéité dont nombre d'entre eux ont souffert lors de leur installation loin de chez eux d'autant que beaucoup, avant la Seconde Guerre mondiale, ne parlaient que le breton et étaient assimilés à des étrangers. Si une intégration s'est opérée, peut-être plus lentement que celle d'autres migrants de l'intérieur, par des mariages, par l'abandon de la langue maternelle, par l'adhésion aussi à des organisations ouvrières ou politiques dont les membres étaient considérés comme des égaux, un attachement culturel à la Bretagne s'est souvent maintenu par le biais associatif comme en témoignent pour l'Aquitaine les rencontres des Bretons du Sud-Ouest organisées depuis 1994 par la Fédération des départements limitrophes charentais et pyrénéens et qui organisent des cours de cuisine, des fêtes, montent des jumelages, mais sans témoigner d'intérêt pour l'enseignement de la langue bretonne...

Les migrants bretons ont eu de toute façon, au moins dans le premier temps de leur installation, des stratégies variées, comparables dans une certaine mesure à celles des migrants venus de l'étranger, et que Roger Toinard résume à trois : repli sur soi individuel, entre soi collectif et acculturation. Ils ont dû apprendre à partager leur vie entre l'espace social de départ et celui d'arrivée, ce qui a pu générer chez eux quatre attitudes, celles du « paysan de Paris », du « bipolaire déchiré », de « l'urbain résigné » ou encore de « l'urbain convaincu ». L'heure de la retraite venue, nombre d'entre eux ont été confrontés à la question du retour ou non au pays natal. Annick Madec rappelle que, selon une enquête de l'INSEE de 2012, « la Bretagne est la région natale que l'on rejoint le plus après l'avoir quittée et que les Bretons ont une propension plus forte que la moyenne nationale à vivre dans leur région natale » (p. 235). Et c'est grâce au retour des retraités que la Bretagne a retrouvé un solde migratoire positif depuis les années 1970, masquant le fait que les jeunes continuent à partir. Comme elle le montre dans le cas du Finistère pour les membres des catégories populaires, les conditions de ces retours sont variables selon le temps passé en dehors de Bretagne, selon les liens maintenus avec celle-ci au cours de la vie professionnelle, selon les réseaux familiaux dans lesquels les migrants sont insérés, les logements qu'ils occupent mais les « mobiles » sont toujours considérés avec un peu de méfiance par les « immobiles » et il leur est difficile de retrouver pleinement leur place dans leur groupe d'origine.

Faible terre d'émigration pendant longtemps, la Bretagne n'a pas été non plus une grande terre d'immigration même si elle a accueilli tout au long de son histoire des « étrangers » : à l'époque moderne s'y implantent et jusque dans les villes moyennes des Italiens, des Espagnols, des Portugais, des Hollandais, des jacobites irlandais, des Acadiens et des Noirs dont le récent *Dictionnaire* d'Érick Noël a montré la forte présence dans les villes portuaires de l'Ouest. Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, des courants migratoires se sont maintenus, constitués soit de réfugiés (belges en 1914 et 1940, espagnols dans les années 1930, asiatiques dans les années 1970, africains aujourd'hui), soit de travailleurs

venus d'Italie, de la péninsule Ibérique et du Maghreb qui ont trouvé à s'employer selon les périodes dans le commerce et surtout les travaux publics ou l'agro-alimentaire. Alors qu'ils ont été assez bien acceptés et se sont fondus rapidement dans la population locale en période de croissance, ils ont été victimes d'un rejet lors des périodes de crise et la Bretagne n'est pas sur ce point différente des autres régions. Le moindre succès de certains partis extrémistes s'y explique davantage par une part plus faible des étrangers dans la population – 2,9 % contre une moyenne de 8,7 % en France métropolitaine (mais le taux de progression est le plus élevé en France de 2006 à 2011 avec 28 %) –, que par une tradition de l'accueil propre aux peuples celtes, comme le prétendait le chanteur Glenmor. À l'inverse, les étrangers qui s'y installent ne sont pas attirés *a priori* par la culture bretonne, ni sensibles à « l'identité » de la région. Les Chinois vivant à Brest la voient majoritairement comme une composante d'une France qu'ils jugent romantique mais qui ne vient qu'en second dans leur choix après les pays anglophones ; les étudiants y viennent, avec l'aide d'agences spécialisées, pour y acquérir à moindre coût un master qu'ils pourront valoriser en Chine. Les Britanniques, qui constituent la première population étrangère en Bretagne, avec un effectif de 14 000 personnes en 2010, y recherchent surtout des maisons à bas prix dans un espace rural calme et préservé et ne sont pas attirés d'emblée par les spécificités culturelles locales, même si certains d'entre eux s'y intéressent par la suite pour mieux s'intégrer.

Par toutes les informations qu'il donne ou rappelle sur les mouvements migratoires en Bretagne, l'ouvrage constitue donc une référence utile et le premier jalon d'une histoire populaire de la Bretagne qui reste à écrire. On peut regretter certains manques comme celui, signalé par les responsables de l'ouvrage, de tout article sur les migrations en Amérique du Nord (alors qu'il serait encore possible d'interroger des témoins), l'absence d'article spécifique sur les missionnaires (ils sont brièvement évoqués dans l'article de Cédric Choplin), la non-prise en compte des migrations saisonnières, notamment dans les zones de culture de la betterave en Champagne, dans la Marne ou pour les primeurs à Jersey, qui ont permis, par les revenus qu'elles procuraient à nombre de paysans du Centre Bretagne, de ne pas migrer définitivement, au moins pendant un certain temps. On aurait pu s'intéresser aussi à l'image de l'émigration et des émigrés dans les chansons, les romans, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, à travers aussi les histoires qui couraient dans les campagnes à propos de ceux qui étaient partis. Des comparaisons avec d'autres régions françaises, voire avec d'autres régions européennes (dans nombre de cas, à Paris, en Aquitaine, les Bretons sont associés/confondus avec les Italiens et victimes d'un même rejet), auraient dû être tentées et auraient été peut-être plus pertinentes que celles qui sont faites avec le Pays de Galles ou l'Irlande, malgré une commune origine celtique – mais bien lointaine – des populations. Des communications sont un peu trop larges comme celles de la première partie, alors que d'autres comme celle sur les gens du voyage, bien que riche en informations, ne portent pas spécifiquement sur le cas breton.

Des remarques de détail interrogent : ainsi en introduction, où après avoir rappelé l'antisémitisme des nationalistes bretons dans l'entre-deux-guerres, il est dit que ce ne

fut pas de leur « activisme haineux, mais bien de l'antisémitisme d'État fondé sur la politique de collaboration du gouvernement de Vichy, que les quelque 2 000 « Juifs », recensés en Bretagne en 1940, eurent à souffrir » (p. 23), idée qui est reprise dans la conclusion (p. 377). Cette insistance à vouloir atténuer la responsabilité du mouvement breton d'avant 1945 tout en reconnaissant ses errements n'est guère compréhensible car l'antisémitisme d'État (qui mit en œuvre ses propres ordonnances et pas seulement celles des nazis) n'aurait pu développer sa politique ignoble s'il n'avait trouvé dans le pays des complices parmi lesquels, en Bretagne, les nationalistes, dont il serait bon, une fois pour toutes, de cesser de minimiser la responsabilité. On peut s'interroger, par ailleurs, sur la pertinence de l'emploi de la notion de *diaspora* pour les Bretons, pour lesquels il n'y a pas eu de traumatisme ni de violence au départ comparable à ceux qu'ont pu subir les Juifs ou les Noirs, à qui ce terme est de plus en plus associé. Le lien entre migration et identité n'est pas démontré. Le séjour des Bretons à l'extérieur a permis à un grand nombre d'entre eux de prendre conscience de la Bretagne et de dépasser l'horizon de leur commune, de leur « pays » ou de leur département, et pour certains de s'identifier à elle, en cherchant à mieux connaître son histoire, sa langue, sa culture ; d'autres ont simplement voulu s'intégrer là où ils s'étaient installés et, pour cela, gommer tout ce qui pouvait les différencier. Pour la majeure partie enfin de ceux qui sont revenus au pays, l'ambition, modeste, a été de reprendre leur place dans la société locale. Comme l'écrivait Youenn Gwernig, migrant breton parti aux États-Unis, dans son beau poème *Identity* :

« Ils ne savaient plus où ils étaient nés  
 Dans un palais ? une chaumière ? une crèche ?  
 Leur chef d'œuvre était d'être né  
 Et qu'importe où a pu naître un homme  
 Les ardoises du toit se ressemblent partout  
 Et la fumée se mêlant au rêve des nuages  
 N'apporte que le message  
 D'un peu de bois qui meurt. »

Dominique LE PAGE

Yves MATHELIER, *Le breton parlé dans le pays guérandais*, ar gwenranneg, *mémoire d'une amnésie*, Fouesnant, Yoran embanner, 2017, 506 p.

Bertrand LUÇON, *Noms de lieux bretons du Pays Nantais*, préface d'Antoine Châtelier, Fouesnant, Yoran embanner, 2017, 508 p.

Ces deux livres<sup>24</sup> sont parus chez Yoran embanner, maison d'édition fondée à Fouesnant par Yoran Delacourt qui se présente comme un éditeur militant indépendantiste

24. A propos de ces deux ouvrages, voir également, dans le présent volume, l'article de Jean-Yves Plourin, « Nantes en Bretagne ? Contribution de la toponymie et de la dialectologie », p. 467-488.